

SEANCE DU 21 OCTOBRE 2014

Date de convocation : 17/10/2014

Nombre de conseillers :

En exercice : 15

Présents : 12

Votants : 15

L'an deux mille quatorze, le vingt et un octobre, à 20h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, MOIRÉ, LEMARCHAND, PARIS, BULET, LEDREUX, BOURNONVILLE, HULAUD, QUERNEC, NOURRY, LANGLAIS, BAILLEUL.

Absents :

Guillaume BOULASSIER ayant donné procuration de vote à Lionel VAN AERTRYCK

Nicolas BRAULT ayant donné procuration de vote à Romain LEMARCHAND

Nathalie MONTEMBAULT ayant donné procuration de vote à Isabelle PARIS

Secrétaire : Stéphane QUERNEC

Le compte rendu du conseil municipal du 16 septembre 2014 est approuvé à l'unanimité (11 votants)

Arrivée d'Isabelle PARIS (20h20)

N°2014-81 DEMANDE DE SUBVENTION POUR ACHAT DE LIVRES DE BIBLIOTHEQUE

Le Conseil Municipal a programmé au budget 2014 l'achat de livres de bibliothèque pour un montant de 3 500 €.

Il est proposé au conseil municipal de solliciter auprès de la Communauté de Communes du Val d'Ille (EPCI concerné dans le cadre du contrat de territoire signé avec le Conseil Général d'Ille et Vilaine) l'attribution d'une subvention pour l'achat de livres en 2014 à la bibliothèque de St Médard s/Ille pour un montant de 779.40 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (13 votants) :

- Décide de solliciter auprès de la Communauté de Communes du Val d'Ille une subvention de 779.40 €.

Arrivée de Romain LEMARCHAND (20h25)

PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'ILLE

Philippe Chevrel, président de la communauté de communes du Val d'Ille a présenté le rapport d'activité 2013 de la communauté de communes du Val d'Ille et a répondu aux questions des conseillers municipaux.

Un exemplaire du rapport d'activité 2013 a été envoyé à l'ensemble des conseillers municipaux des communes du Val d'Ille. Il est aussi disponible sur le site du Val d'Ille, ainsi que les précédents rapports d'activité.

N°2014-82 CONVENTION D'OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC

L'occupation du domaine public (trottoirs, places) par un commerce doit répondre à des conditions fixées par l'autorité administrative qui est en charge de sa gestion, généralement la commune. Elle nécessite une autorisation, qui prend la forme d'un arrêté, et entraîne le paiement d'une redevance.

La commission voirie propose le tarif de 1 € par mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (15 votants):

- Décide de mettre en place une redevance d'occupation du domaine public au tarif de 1€ par mois.
- Autorise M. le Maire ou son adjoint à la voirie à signer les conventions.

N°2014-83 CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE SAINT-MEDARD SUR ILLE ET GRDF (COMPTEURS COMMUNICANTS)

GrDF a sollicité la commune pour l'hébergement de concentrateurs sur des toits d'immeuble dans le cadre du projet Compteurs Communicants Gaz de GrDF.

Depuis plusieurs années, les attentes des clients et des fournisseurs de gaz s'expriment en faveur d'une plus grande fiabilité du comptage, d'une augmentation de la fréquence des relevés pour une meilleure maîtrise des consommations, de la mise à disposition de données pour une facturation systématique sur index réels. Dans le même temps, les progrès technologiques offrent de nouvelles possibilités pour mieux vivre la consommation des clients et rapatrier leurs index de consommation.

Les travaux de la Commission de Régulation de l'Énergie et de GrDF ont conduit à la conclusion qu'une solution technique performante, à un coût acceptable par la communauté, fiable dans le temps et répondant aux besoins de l'ensemble des parties prenantes, pouvait être conçue.

Le projet Compteurs Communicants Gaz de GrDF a un objectif double. Il s'agit d'améliorer la qualité de la facturation et la satisfaction des clients par une facturation

systématique sur index réels et de développer la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation.

C'est dans ce cadre que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a proposé la généralisation des compteurs de gaz évolués aux ministres chargés de l'énergie et de la consommation, et d'approuver le déploiement généralisé des compteurs évolués de GrDF baptisés GAZPAR (délibération de la CRE du 13 juin 2013). Les Ministres concernés ont donné leur accord de principe.

La mise en œuvre de ces compteurs communicants nécessite de poser des concentrateurs sur des points hauts de la commune.

Si la commune de Saint-Médard sur Ille souhaite soutenir la démarche de GrDF en acceptant d'héberger des concentrateurs sur des toits d'immeuble, il est proposé à l'assemblée d'adopter les termes de cette convention de partenariat.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser monsieur le Maire à signer ladite convention pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève en hauteur et à compléter le moment venu les annexes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (15 votants) :

- Autorise M. le Maire à signer la convention pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève en hauteur
- Autorise M. le Maire à compléter le moment venu les annexes.

N°2014-84 RECETTE DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE – REPARTITION 2013

Le Conseil Municipal a sollicité l'attribution d'une subvention (délibération 2014-09) au titre du programme 2014 de répartition des recettes des amendes de police.

Les sommes proposées sont les suivantes :

- Parcs de stationnement ex RD 106 : 5350 €
- Aménagement de sécurité Chemin des Poiriers, parking des Ecoles : 5350 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (15 votants) :

- Accepte la somme globale de 10 700 € de répartition des recettes des amendes de police
- S'engage à exécuter les travaux.

N°2014-85 BUDGET ASSAINISSEMENT – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Afin de procéder aux opérations comptables des Intérêts Courus Non Echus (ICNE) 2014, et d'apporter les crédits nécessaires au compte 66111, une décision modificative est nécessaire :

6811 Dotation aux amortissements	- 600 €
66111 Intérêts réglés à l'échéance	+ 600 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (15 votants):

- Valide la décision modificative N°1 sur le budget assainissement.

N°2014-86 BUDGET COMMUNE – DECISION MODIFICATIVE N° 3

La délibération 2014-53 autorise le transfert d'un emprunt entre le budget commune et le budget lotissement sous forme d'une avance du budget communal remboursable par le budget lotissement.

Afin de pouvoir régler la totalité des échéances au 31 décembre 2014 en capital au compte 1641 et intérêts des emprunts au compte 66111 sur le budget commune, une décision modificative d'augmentation de crédits est nécessaire.

Une recette supplémentaire a été reçue au compte 73811 Taxes et droits de mutation et permet d'effectuer cette modification des crédits.

BUDGET COMMUNE DECISION MODIFICATIVE N°3

Augmentation de crédits

SECTION DE FONCTIONNEMENT			SECTION D'INVESTISSEMENT		
Recettes			Recettes		
Cpte	Intitulé	Montant	Cpte	Intitulé	Montant
73811	Taxes droits mutation	+ 7945 €	021	Virt de section Fonct	+ 5467 €
TOTAL		+ 7945 €	TOTAL		+ 5467 €
Dépenses			Dépenses		
66111	Intérêts	+ 2478 €	1641	emprunts	+ 5467 €
023	Virt section fonct	+ 5467 €			
TOTAL		+ 7945 €	TOTAL		+ 5467 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (1 abstention) :

- Approuve la décision modificative N° 3 sur le budget commune.

INFORMATIONS

- **Objet: Syndicat eau potable et métropolisation - Réunion d'information**

La Loi MAPAM impose le transfert de la compétence eau aux métropoles à compter du 1er janvier 2015. Le Syndicat Intercommunal des Eaux de ST AUBIN d'AUBIGNE est impacté par cette disposition pour 2 communes sur 9 que regroupe le Syndicat : CHEVAIGNE et SAINT SULPICE LA FORET.

RENNES METROPOLE envisage la création (par l'élargissement du SMPBR) d'un syndicat mixte de production et de distribution de l'eau.

Ce syndicat serait ouvert aux syndicats d'eau de la périphérie de Rennes métropole. Chaque conseil municipal des communes du syndicat (hormis CHEVAIGNE et ST SULPICE) aura à se prononcer sur cette option ou à décider de maintenir sa délégation de la compétence eau en faveur du syndicat actuel.

Afin de disposer d'un maximum d'informations avant de décider de l'avenir de la compétence eau de votre commune, M. Pascal HERVE, Vice-Président de RENNES METROPOLE est invité à venir nous présenter le projet de Syndicat mixte que RENNES METROPOLE et le SMPBR envisagent de créer pour exercer la compétence eau dans le bassin de Rennes.

La réunion est prévue à SAINT AUBIN d'AUBIGNE le SAMEDI 25 Octobre à 9 heures 30 Salle de bon secours en face du siège du syndicat.

- **Compte rendu du conseil communautaire du 7 octobre**
- **DIA SOURDIN** (parcelles AB N°522 et 526) : décision de préempter. Présentation des suites possibles.
- **Point d'information sur l'état des dépenses et recettes du budget communal**
- **Renouvellement envisagé du C15.**
- **Compte rendu de la commission petite enfance du Val d'Ille**
- **Compte rendu de la commission culture du Val d'Ille**
- **Compte rendu de la réunion pour la suppression du PN 11**

Fin de la séance à 23h45

Signatures :

L. VAN AERTRYCK		J. BAILLEUL	
L. MOIRÉ		J. BOURNONVILLE	
R. LEMARCHAND		N. BRAULT	Absent ayant donné pouvoir
I. PARIS		C. HULAUD	
G. BOULASSIER	Absent ayant donné pouvoir	C. LANGLAIS	
F. NOURRY		N. MONTEMBAUT	Absente ayant donné pouvoir
M. BULET		S. QUERNEC	
R. LEDREUX			